Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 37 (1979)

Heft: 1

Buchbesprechung: Bibliographie

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Bibliographie

La quatrième enquête mondiale de la FAO sur l'alimentation[1]

Le document est divisé en deux parties:

I. Croissance de la production alimentaire et agricole et des approvisionnements alimentaires.

1. Le rapport production-besoins alimentaires s'est détérioré pendant les années 70: le nombre de pays où la croissance démographique est plus rapide que la croissance de la production alimentaire a augmenté et comprend désormais des pays très peuplés comme l'Inde, le Pakistan, le Mexique et l'Egypte. La détérioration est due surtout aux fluctuations de la reproduction céréalière, source principale de l'alimentation dans les pays en développement.
2. La population vivant de l'agriculture et la main-d'œuvre agricole augmentent toujours à l'échelle mondiale malgré la réduction de leur part dans la population et la main-d'œuvre globales. Dans certaines régions en développement la productivité par travailleur agricole diminue, dans les autres elle augmente faiblement.
3. Les disponibilités alimentaires par habitant (production + importation — exportation) augmentent, soit dans les pays développés, soit dans les pays en développement, tout en restant insuffisantes par rapport aux besoins de la deuxième catégorie.
4. La composition des disponibilités alimentaires reste très différente dans les pays développés et dans les autres. La part de la viande et des autres protéines d'origine animale, déjà prédominate à la date de l'enquête précédente (1963) a encore augmenté chez les premiers alors qu'elle reste faible chez les autres.

II. Dimensions de la malnutrition

1. Sont mal nourris:
   — les habitants de zones non productrices de vivres et mal desservies;
   — les couches sociales trop pauvres pour s'acheter la nourriture voulue;
   — les femmes enceintes, mères allaitantes et jeunes enfants de beaucoup de pays en développement.

   La deuxième catégorie comprend surtout des ouvriers agricoles sans terre et des citadins chômeurs. Les citadins pauvres ont moins de disponibilités caloriques que les ruraux pauvres. Les immigrants de la campagne récemment urbanisés souffrent particulièrement et la désaffection rapide à l'égard de l'allaitement maternel est alarmante (p. 42).
2. La malnutrition est normalement à la fois énergétique et protéique. Compter le nombre de personnes à faible disposnibilité calorique renseigne donc sur l'importance de la malnutrition. La consommation calorique dépasse les besoins de 32% dans les pays développés (24% en 1963) alors qu'elle leur est inférieure de 4% dans les pays en développement (11% en 1963). Mais les différences sont grandes entre les pays en développement et surtout entre leurs couches sociales.

3. Comment procurer à tous les 2500 calories nécessaires? Bien des pays en développement ont déjà suffisamment à l'échelle nationale; cependant une bonne partie de leur population souffre d'insuffisance alimentaire. Il faut donc s'attaquer aux inégalités dans la distribution des aliments. Le rapport suggère l'accroissement du pouvoir d'achat des pauvres par l'octroi d'emplois productifs, l'application d'une réforme agraire, l'amélioration des circuits de distribution des denrées alimentaires. Ainsi tomberait-on aux 5% de dénutris qui sont l'objectif de la FAO pour 1990.

JEAN VALARCHÉ

Histoire du XXe siècle»[2]

La croissance économique au XXe siècle, thème majeur du tome 2 de la «Nouvelle histoire économique», est traitée sur le mode dialectique: fractionnement et intégration, autrement dit nationalisme et internationalisme. Les deux tendances alternent tout au long des deux périodes que distingue le nouveau manuel: 1945 sert de charnière entre «le premier XXe siècle et... ce qui suit, qui est simplement dénommé «L'économie mondiale depuis 1945». L'explosion d'Hiroshima sépare-t-elle deux XXe siècles? Oui, pour ceux qui croient à la prépondérance du politique sur l'économique. Mais la lecture du livre ne donne pas à croire que le monde économique ait «muté» autant que la politique internationale.

Non que les deux périodes soient décrites de la même plume. Chaque partie du manuel a son auteur et son allure. Pierre Guillaume, historien, expose sa partie diachroniquement. Pierre Delfaud, économiste, expose la sienne synchroniquement. Mais les analyses portent sur le même contenu. L'historien est aussi précis que l'économiste pour expliquer le mécanisme d'une crise boursière (p. 79) ou la discussion par Keynes de la loi de Say (p. 108). L'économiste distingue aussi bien que l'historien ce qu'a de spécifique telle croissance nationale et sait replacer aussi bien que lui telle économie nationale dans son contexte mondial. Tout cela est valable avant et après 1945. Sans doute la tendance dominante était au fractionnement en 1933 et à l'intégration en 1973, mais, en choisissant autrement les dates, la différence s'estompe. En temps de haute conjoncture on s'internationalise facilement, mais le nationalisme reparaît avec la récession. L'intégration n'est-elle pas souvent une façade? Dix lignes après avoir mentionné la tendance à l'intégration des démocraties populaires, P. Delfaud constate que nous sommes dans une phase où les réformes «accusent encore les spécificités propres à chaque pays (p. 318)». L'économie n'est pas plus mondiale depuis 1945 qu'elle ne l'était auparavant. Seule l'économie occidentale est plus qu'une expression géographique, et encore!

Par contre P. Delfaud a raison de souligner le changement que représente la généralisation des comptabilités nationales (p. 191). Changement plutôt que «rupture», puisqu'il a permis d'étendre un interventionnisme qui date de la guerre de 1914. C'est même l'un des mérites de l'ouvrage que d'avoir rappelé l'importance des politiques économiques menées, surtout par l'Allemagne, pendant les années 1914–1918. Mais il est vrai que le progrès des statistiques économiques a permis à l'Etat d'agir plus sur la vie matérielle. C'est effectivement ce qui distingue l'après-1945 de la période précédente.

Un tel renforcement des politiques économiques est-il propice à l'intégration internationale? On peut imaginer que les Etats provoquent des spécialisations et par là une complémentarité mondiale. Mais les réactions suscitées par un phénomène mondial comme

le renchérissement de l'énergie démentent une telle espérance. Sans doute il existe des tendances universelles, par exemple l'inflation. Mais la lutte contre l'inflation est menée si différemment que les taux d'inflation sont en train de s'écarter.

La dialectique internationalisme-nationalisme se poursuit donc depuis 1945 comme auparavant. Les pays capitalistes subissent tous l'instabilité des euro-dollars, les vicissitudes des récoltes soviétiques ou les à-coups de la décolonisation. Mais les politiques économiques sont nationalement charpentées. La liaison de l'économique et du social leur interdit un modèle unique. La concertation sociale ne se fait pas de la même façon dans les pays du Nord et dans ceux du Midi. Le développement économique a une voie indienne, une voie chinoise et bien d'autres encore.

La «Nouvelle histoire économique» incite à réfléchir sur le sens de l'évolution contemporaine. Mais elle est destinée surtout à des étudiants qui ont besoin de connaître les mécanismes des échanges internationaux et le fonctionnement des économies nationales. A cet égard les auteurs méritent les plus grands éloges. Ils dégagent les faits significatifs, ils distinguent les comportements, ils exposent les controverses avec une clarté et une fermeté sans failles. Ils montrent aussi facilement comment Keynes contredit la pensée libérale et comment le Dr Schacht a financé le réarmement allemand, comment la «city» place les euro-dollars et comment la Communauté économique européenne fixe les prix agricoles. La pondération des problèmes est toujours juste, sauf la place vraiment très petite attribuée aux économies socialistes. Il doit y avoir là une réserve collégiale car, dans la même collection, Marie Lavigne a écrit un chef-d'œuvre sur le sujet.

Je crois avoir trouvé deux inexactitudes mineures. La fondation du BIT est à rattacher plutôt à la guerre de 1914 qu'à la Conférence de Berlin (p. 37). Le mouvement des nationalisations en 1945 n'avait pas pour origine le désir d'appuyer l'action nouvelle de l'Etat (p. 211), puisqu'elles ont commencé avant 1914, pour résoudre, il est vrai, un problème économique (la rentabilité des chemins de fer), mais surtout pour tenir compte d'une pression politique inspirée par la doctrine socialiste. Qu'une lecture attentive découvre si peu de scories témoigne de la qualité exceptionnelle du nouveau manuel.

JEAN VALARCHÉ

La France et l'impératif mondial [3]

A. Cotta connaît l'économie de son pays parce qu'il a longuement analysé ses structures industrielles et financières [4], parce qu'il a participé à des Commissions du Plan et parce qu'il a médité sur le système que la France partage avec bien d'autres pays: le capitalisme [5]. Il est donc souhaitable que l'ouvrage où il précise les conditions du redéploiement industriel annoncé par le premier ministre fasse autorité ces prochaines années. Est-ce aussi probable que souhaitable? «La France et l'impératif mondial» combat certaines illusions auxquelles tient beaucoup une grande partie de l'opinion publique. A. Cotta reconnaît le succès industriel de son pays (Notre taux d'exportation est passé de 14 à 22 % en dix ans... Nous avons accompli en moins d'une génération ce que d'autres nations avaient fait en un siècle. Comme le Japon nous exportons 40 % de notre production industrielle [6]). Mais il ajoute que l'industrialisation a été «forcée» en ce sens qu'elle s'appuyait sur un taux inhabituel de formation brute du capital fixe. Une telle politique économique a alimenté l'inflation sans

stopper la tendance à l'accroissement du chômage. Elle a faussé la structure industrielle nationale par rapport aux besoins de l'économie mondiale. Elle n'a pas amélioré le consensus social car elle s'est accompagnée d'une plus grande inégalité. Si bien que la France n'a pu opérer, comme ont fait l'Allemagne et le Japon, le transfert de ressources compensant le renchérissement du pétrole. Quatre ans de plans alternant «stop» et «go» n'ont pas rétabli l'équilibre des échanges extérieurs.

Pourtant la France doit s'intégrer à la nouvelle économie mondiale. L'ouvrage d'A. Cotta contient une brillante analyse des années 1970. L'internationalisation des stratégies d'entreprise, les soubresauts de l'inflation mondiale en sont les principaux éléments. L'auteur développe un thème déjà dans «Le capitalisme». L'interrogation centrale de ce temps est peut-être beaucoup plus «organisationnelle» que sociale ou morale. Il s'agit... de définir le rôle relatif des firmes et des Etats dans les grands choix industriels et économiques»[7]. Suivant A. Cotta les conditions des échanges extérieurs ont été profondément modifiées par l'essor des firmes multinationales. Elles ont opéré une telle intégration du marché mondial qu'aucun pays ne peut plus compter s'il ne participe pas aux oligopoles porteurs de la meilleure technologie.

A. Cotta indique par quelles voies l'économie française pourrait s'intégrer à l'économie mondiale. Le transfert qu'elle ne peut éviter ramènera sa croissance annuelle à 3 %, ce qui est la moitié de ce qu'elle a connu depuis 1958, mais correspond à ce que font les autres et réduira l'excessive propension française à importer. Une croissance moindre implique le ralentissement de certaines activités, par exemple immobilières, et une concentration des ressources pour atteindre certains monopoles technologiques. La politique internationale devra s'adapter à la nouvelle croissance. L'auteur traite sans chaleur du partage Nord-Sud. Pour lui, qu'ils soient riches ou pauvres, les pays du Sud promettent peu de complémentarités à l'économie française. Par contre une coordination des politiques industrielles française et allemande est de plus en plus nécessaire et devrait avoir un contenu sectoriel. Mais la France choisira-t-elle entre des stratégies de spécialisation et de protection ? Il est plus probable qu'elle définira deux sous-ensembles d'activités, dont l'un seulement sera orienté vers le monde. Le ton de la conclusion est quelque peu sceptique. Le pays serait-il ingouvernable aussi au plan économique ?

JEAN VALARCHÉ

Le salaire minimum[8]

Cet ouvrage permet de se rendre compte de la voie sur laquelle on s'engage lorsqu'on adopte la philosophie du SMIG et autre SMIC. Car c'est bien, finalement, d'une philosophie qu'il s'agit au-delà des dispositions tendant à la garantie du salaire minimum. L'auteur nous le prouve par le plan qu'il choisit pour la rédaction de son étude consacrée à la description d'un système aux multiples implications économiques et financières, mais aussi sociales et politiques. Les quatre chapitres sont consacrés aux critères théoriques du salaire minimum, à sa détermination empirique, à ses fonctions complémentaires, et à son dépassement possible par la notion de revenu minimum ou d'impôt négatif. Cette dernière partie n'est certes pas la moins intéressante.

Les critères sont aussi contradictoires entre eux que le sont les objectifs fixés. L'auteur a raison de dénoncer «l'absence d'une doctrine nette et précise» (p. 69) en matière de SMIC. Il s'agit d'éliminer la pauvreté, de «supprimer l'exploitation de la main-d'œuvre) (p. 8). Il aurait fallu commencer par s'entendre sur ce qu'est la pauvreté et non moins sur ce que signifie l'exploitation. On trouve bon nombre de définitions de la pauvreté dans cet ouvrage. L'auteur s'abstient prudemment de prendre position à ce sujet. Est pauvre celui dont les besoins incompressibles ne sont pas satisfaits; parmi ceux-ci figurent les besoins sociaux «imposés» par l'environnement. Ainsi serait pauvre celui qui, en 1978, n'aurait pas d'automobile. Ou encore est pauvre celui que les autres considèrent comme tel davantage que celui qui aurait le sentiment de l'être. Est pauvre celui dont les ressources globales ne dépassent pas trois fois les dépenses alimentaires de sa famille. Est pauvre celui qui figure dans la tranche des 10% inférieurs sur l'échelle des revenus. Peut-être cette dernière définition tend-elle à fournir enfin la preuve statistique que, quoi que nous fassions, il y aura toujours des pauvres parmi nous...

Après avoir disséqué les mécanismes et les automatismes du SMIG et de SMIC, M. Courthéoux nous décrit les effets économiques et sociaux du salaire minimum. Ses avantages, souvent contestables, paraissent au lecteur bien fragiles en comparaison de ses inconvénients. On parle principalement d'un effet bénéfique sur les structures, l'obligation de verser le SMIC condamnant rapidement les entreprises marginales à disparaître. Où donc est le progrès, si celui qui aurait accepté de travailler moyennant une rémunération modeste est à présent transformé en chômeur? Les méfaits du SMIC sont bien connus. Il entraîne de façon chronique la hausse générale des salaires, et entretient l'inflation par les coûts; il referme l'éventail des salaires, et pénalise ainsi les éléments les plus capables et les plus actifs; il accroît sensiblement le chômage en contraignant les entreprises à des investissements de rationalisation; il contribue au maintien des 28 000 textes en vigueur dans le cadre de la Sécurité sociale française et à l'émission des 38 000 000 de certificats de travail réclamés chaque année.

Toutefois, aux yeux de ses partisans, le SMIC n'est qu'une étape qu'ils aspirent à dépasser au plus vite. On débouche ainsi sur les notions de revenu minimum ou d'impôt négatif dont Lionel Stoleru se fait l'ardent défenseur. Ici, l'objectif se précise. Il s'agit de «balayer complètement la frontière de l'aptitude au travail pour ne retenir que le besoin» (p. 90). En d'autres termes, à chacun selon ses besoins, de chacun selon ce qu'il voudra bien consentir à donner si tant est qu'il ait acquis par hasard le goût de l'effort. Un seuil de revenu est fixé. Quiconque ne l'atteint pas, pour quelle raison que ce soit (y compris une allergie au travail assez naturelle dans ces conditions) se voit bonifier par le fisc la différence entre son revenu réel et le seuil prévu. C'est l'impôt négatif. Il comprend plusieurs variantes qui, toutes, s'inspirent de la même philosophie: briser le lien entre le travail et le revenu.

Face à ces projets, les esprits les plus perspicaces finiront par soupçonner, comme M. Courthéoux lui-même, que de tels schémas sociaux ne sont guère favorables à l'effort productif d'une nation. L'individu pourrait être à ce point «pervers» qu'il préférera probablement recevoir légèrement moins que ne lui laisse le fisc, en s'abstenant de travailler et en bénéficiant de la rente assurée par l'impôt négatif. Plus personne ne faisant rien, qui payera? Ce que ne dit pas l'auteur, mais ce que nous ne saurions exclure d'emblée, c'est qu'avant même d'en arriver à une solution aussi aberrante, le peuple se révoltera tout

bonnement. Il pourrait en être capable afin que soit à nouveau reconnu un droit de la personne humaine qui conditionne tous les autres: le droit au produit du travail. On pourrait songer bientôt à recommencer 1789.

FRANÇOIS SCHALLER

L'Economie retrouvée[9]

Groupant une dizaine de contributions fournies par de jeunes enseignants français (aucun ne dépasse quarante ans) sous la direction de MM. Aftalion et Rosa, ce livre est présenté comme un essai de retour aux sources de l'économie. Il tient sa promesse, non sans parfois quelques excès de confiance dans la valeur exclusive des thèses proposées. Peu importe, en somme. Ainsi, il se confirme qu'un nouveau tournant est en voie d'être pris par l'économie politique en cette fin des années 70, et non seulement aux Etats-Unis. Une pléiade de jeunes économistes refusent aujourd'hui «de s'adonner aux délices de la formalisation élégante et de la spéculation abstraite» (p. 3). On nous l'explique longuement. Différents sujets sont ensuite abordés en évitant toujours le flou des concepts, défaut si répandu dans un certain courant de la littérature économique moderne.

Alain Wolfelsperger analyse le contenu idéologique de la science économique. Il compte cinq définitions différentes de l'idéologie, sans parler de celle que nous donne R. Aron pour qui l'idéologie, c'est la théorie de l'adversaire. Finalement, il résume son intéressante recherche par la constatation d'un fait, à savoir que ce qu'on reproche en dernière analyse à la science économique, c'est de menacer la prétention du marxisme au monopole de l'explication des sociétés (p. 18). Il est évident que la science économique indisposera toujours les partisans d'une doctrine sociale prescrivant une fois pour toutes ce qui est le bien et ce qui est le mal.

La critique de l'anti-économique est assurée par Florin Aftalion, qui renouvelle les arguments traditionnels avec beaucoup de bonheur. Par exemple, on s'en prend aujourd'hui au profit. Rien ne peut être bon, soupçonne-t-on, qui procure un profit. Semblable critique ne repose-t-elle pas sur l'hypothèse implicite que l'économie est un jeu à somme nulle, c'est-à-dire que le gain des uns ne peut être constitué que de la perte des autres? Selon F. Aftalion, quiconque n'a pu s'affranchir de cette erreur grossière demeure totalement imperméable à une recherche véritablement scientifique.

Les économistes et l'inflation, tel est le sujet choisi par André Fourçans. Nous conviendrons franchement que nous éprouvons autant de difficultés à suivre l'auteur que de plaisir à lire les contributions de ses collègues. La démarche de A. Fourçans est pourtant habile, mais il nous paraît qu'elle est trop facile, comme celle de beaucoup de monétaristes. On commence par relever que l'inflation ne peut avoir de cause, sinon, de cause en cause, nous risquerions de remonter jusqu'au Créateur. Il faut donc limiter la recherche au déterminant immédiat. Celui-ci est l'élément qui a pouvoir de veto sur toutes les autres variables du système; en son absence, l'inflation serait donc impossible. Ce préalable étant posé, la suite est superflue. Tout lecteur comprend que le déterminant immédiat est une variation de la masse monétaire. Comment, en cas de hausse brutale des revenus, ou de déficit budgétaire important, la banque centrale parviendra-t-elle à juguler la croissance

monétaire? La seule question importante est celle-là. «Reste à savoir si les partenaires sociaux et les responsables publics en ont pris pleinement conscience», écrit A. Fourçans à la fin de son long article. C'est l'interrogation qu'il eût fallu poser au début.

Pascal Salin nous parle de l'économie internationale, Christian Morrisson de la justice et de la redistribution des revenus, alors que Jean-Jacques Rosa se penche sur les vrais et les faux besoins.Cette dernière contribution est excellente. La position de l'auteur se fonde sur le bon sens: «Il n'y a pas de *vrais* besoins parce qu'il n'en existe pas de *faux*» (p. 155), écrit-il. Et encore: «Si les besoins se modifient en fonction d'eux?» (p .157).Très bon texte aussi de François Seurot sur la renaissance de l'économique dans les pays socialistes. Dans leur théorie du capital humain, Michelle Riboud et Hernandez Iglesias concluent que l'égalisation des revenus équivaut à une nationalisation du capital humain. C'est le retour à la société esclavagiste.

Selon Yves Simon, l'étude du marché tend à prouver que là où le profit est l'objectif poursuivi, l'allocation des ressources est optimale. Il n'est pas impossible d'en déduire une justification de la propriété privée. Le gaspillage est à craindre surtout dans les organismes sans but lucratif, dans les firmes publiques, dans celles où le profit est réglementé, ou encore dans la firme managériale. Enfin, Frédéric Jenny dresse l'inventaire de la littérature moderne relative à la théorie économique du crime. Il ne fait guère de doute que l'économie politique peut apporter beaucoup dans l'analyse de la réaction optimale de la société face au crime. A première vue, cela peut paraître choquant. Le caractère jugé immoral de toute activité criminelle a constitué un frein à l'analyse scientifique du phénomène. Aujourd'hui, plusieurs auteurs américains se sont illustrés dans une telle recherche. Ces lignes permettent de prendre connaissance de l'état des travaux en la matière.

FRANÇOIS SCHALLER

Sraffa et la théorie des prix [10]

L'influence de Piero Sraffa sur toute une ligne de pensée en vogue surtout à Cambridge, Angleterre, n'est plus à démontrer. Ses premiers écrits remontent aux années vingt, mais c'est surtout de son livre «Production de marchandises par des marchandises, prélude à une critique de la théorie économique» publié en 1960 qu'il s'agit ici. Il est inévitable que dans un compte-rendu du livre du professeur Roncaglia se glissent aussi quelques critiques adressées à l'œuvre de Sraffa. Cela d'autant plus que Roncaglia, selon toute évidence un disciple de Sraffa, épouse la quasi-totalité des vues de ce dernier. Les critiques (fondées ou infondées) à l'adresse de l'Ecole marginaliste ne manquent pas, mais ce même esprit critique fait singulièrement défaut à l'égard de Sraffa.

L'objet du livre de Roncaglia est une discussion des origines et de certains aspects du modèle de Sraffa et de sa méthodologie. Le deuxième but recherché est la démonstration que le modèle néoclassique est incohérent et inadéquat, et aussi qu'il n'y a pas contradiction entre le modèle de Sraffa et le modèle marxiste. Ce livre constitue une fort bonne lecture. C'est un ouvrage bien écrit et bien documenté qui révèle une connaissance approfondie de Sraffa et des économistes classiques. En raison de la brièveté de certains développements (un usage

plus répandu des mathématiques aurait probablement facilité l'exposition), le livre de Roncaglia ne devrait cependant pas être lu en lieu et place de «Production», mais plutôt simultanément.

Le problème principal de «Production» est l'absence totale de toute considération du côté de la demande. Roncaglia défend le point de vue de Sraffa, nous expliquant que la demande ne faisait pas partie de l'objet étudié, que d'ailleurs l'incorporation d'éléments de demande confère un aspect subjectif à l'analyse et que Sraffa voulait précisément démontrer que les prix de production pouvaient être déterminés par des éléments objectifs seulement. Que l'intersection d'une courbe de demande et d'une courbe d'offre se situe sur la courbe de demande et confère ainsi un aspect subjectif à la notion de prix, c'est indéniable (à moins, bien-sûr, que la courbe d'offre ne soit horizontale, comme ce serait le cas en présence de rendements constants, mais cette hypothèse est rejetée par Sraffa). Mais ce même point est également situé sur la courbe d'offre, ce qui donne un contenu objectif à la notion de prix... Se limiter à la courbe d'offre, choisir un de ses points et ensuite expliquer la détermination des prix de production ressemble un peu à un exercice de comptabilité. Même chez Marx on ne rencontre pas cette omission (voir à cet égard Morishima qui estime que les vues de Marx concernant la demande sont compatibles avec la théorie d'utilité traditionnelle).

Les critiques auxquelles a été soumis le modèle néoclassique (on pense tout particulièrement au débat Cambridge, Angleterre — Cambridge, Massachussetts) ont amené de nombreux économistes à réexaminer leur méthodologie et ont donc eu à cet égard un effet très positif. Mais force est de constater la stérilité de certaines de ces critiques. En fait il semble bien que le débat soit motivé par des considérations idéologiques et le souci de rejeter la théorie néoclassique de la distribution. Les difficultés qui sont liées à la mesure du stock du capital ont été reconnues par la plupart des économistes, mais les problèmes d'aggrégation de la main-d'œuvre par exemple (en cas d'avantages comparatifs surtout) sont analogues. A lire Roncaglia sur la théorie de la préférence révélée ou sur l'approche axiomatique de la théorie de la consommation, on ne peut que s'interroger si celui-ci a compris la démarche de Samuelson ou celle de tous les économistes qui ont tenté de confronter les résultats de leurs modèles avec la réalité.

Le modèle de Sraffa et celui de Leontief appartiennent tous deux à la classe des modèles linéaires. Il est généralement admis cependant que le modèle de Leontief n'est qu'une première approximation de la réalité (l'hypothèse de fonctions de production à coefficients constants est rejetée empiriquement), mais en vertu de sa simplicité, ce modèle s'est révélé d'une valeur inestimable dans ses applications empiriques. On ne peut malheureusement pas en dire autant du modèle de Sraffa qui ne semble donner lieu à aucune application ni à aucune vérification empirique.

La comparaison du modèle de Sraffa avec le modèle marxiste est particulièrement intéressante. On ne peut qu'être d'accord avec Roncaglia qui estime que la détermination des prix de production selon Sraffa remplace avantageusement la détermination des prix selon Marx (via son principe de transformation), bien que la théorie de la valeur de Marx conserve tout son intérêt pour la discussion de l'évolution du système capitaliste.

En conclusion, l'ouvrage de Roncaglia devrait se révéler fort utile à tout étudiant de Sraffa en l'aidant à identifier les contributions les plus importantes de celui-ci. La présence d'une bibliographie extrêmement complète à la fin de l'ouvrage devrait également s'avérer précieuse. Nous regrettons cependant l'absence d'une évaluation critique de l'œuvre de

Sraffa, et plutôt qu'une attaque, pleine de fougue mais plutôt stérile, à l'encontre de la théorie marginaliste, nous aurions préféré une tentative de réconciliation entre les vues des représentants modernes de l'Ecole classique et ceux de l'Ecole néoclassique.

ULRICH R. KOHLI
Professeur assistant,
Université de Lausanne

---

[1] FAO: *La quatrième enquête de la FAO sur l'alimentation*, Rome 1977.

[2] P. Guillaume et P. Delfaud: *Nouvelle histoire économique — Le XXe siècle*, Colin, Paris.

[3] A. Cotta: *La France et l'impératif mondial*, P.U.F., Paris 1978

[4] Surtout dans les deux ouvrages qui s'intitulent *Les choix économiques de la grande entreprise* et *Taux d'intérêt, plus-values et épargne en France.*

[5] Le compte rendu du livre *Le Capitalisme* a paru dans la Revue économique et sociale 1977, n° 3.

[6] P. 164.

[7] P. 193.

[8] Jean-Paul Courthéoux: *Le Salaire minimum;* P. U. F., Collection « Que sais-je?»; Paris, 1978; 128 p.

[9] J.-J. Rosa, F. Aftalion: *L'Economique retouvée;* Economica; Paris 1977; 324 p.

[10] A. Roncaglia: *Sraffa and the Theory on Prices*, J. Wiley and Sons, Chichester, 1978